



Rue J.B Baillière - 60000 Beauvais

☎ 03.44.48.31.29

@ 60@se-unsa.org



DECLARATION DE L'UNSA-ÉDUCATION AU CSA-SD DU 26 JUIN 2025

Monsieur l'Inspecteur d'Académie,

Mesdames et Messieurs les membres du CSA spécial départemental de l'Oise,

Nous ne pouvons commencer cette instance sans évoquer le drame qui vient de toucher le collège Françoise Dolto de Nogent en Haute-Marne. L'UNSA Education témoigne son plein soutien à la famille, aux collègues et aux élèves de notre collègue.

Face aux réactions du « tout sécuritaire » pour résoudre les problèmes, nous pensons à l'UNSA Education que si la sécurité des établissements est importante, elle ne soigne en rien des jeunes qui ne vont pas bien et qui l'expriment de plus en plus par des gestes violents. À la politique des portiques et fouilles de sacs qui ne sauront jamais prévenir tout risque, nous opposons une exigence claire : le recrutement de professionnels en nombre et formés pour prévenir les dérapages et les drames.

Aucun dispositif ne saura se substituer aux compétences des personnels d'éducation, à leur expertise dans l'accompagnement des élèves et des familles, et dans la qualité du dialogue et de la relation de confiance qu'ils construisent au quotidien.

Dans ce contexte, l'UNSA Education attend beaucoup de la mise en œuvre du plan Santé mentale. Mais sans moyens supplémentaires, la surcharge de travail de tous les personnels de l'Education nationale va accroître une fois de plus les risques d'épuisements professionnels.

A la lecture du rapport de l'Inspection Générale sur les groupes au collège, la première pensée qui nous vient, est « On vous l'avait bien dit ! ».

Vient ensuite le sentiment de ne pas avoir été écouté par un ministre, préoccupé essentiellement par sa courbe de popularité écoutant les flagorneurs qui l'entouraient. Voulant d'abord servir son destin politique il en avait oublié les professionnels de l'éducation.

Puis vient alors l'espoir d'être enfin entendu, face à la catastrophe annoncée de ce dispositif.

Nous ne détaillerons pas les constats sévères du rapport mais les recommandations, nous les avons déjà écrites, avant même leur publication.

Elisabeth Borne, 5ème ministre de l'Education Nationale en moins de 2 ans a finalement proposé en urgence d'édulcorer voire d'abandonner la mise en place de certaines mesures du pseudo "choc des savoirs" (redoublement, prépa seconde, labellisation, brevet obligatoire).



CSA-SD - jeudi 26 juin 2025



L'UNSA Éducation a combattu cette mesure des groupes de niveau depuis l'émergence de l'idée jusqu'à aujourd'hui. L'UNSA Éducation a prévenu en amont l'administration de ses conséquences délétères et a fait des contre-propositions. Elle s'est mobilisée dans toutes les instances du dialogue social, dans la rue et a porté un recours juridique au Conseil d'État.

Le contexte budgétaire de recherche d'économies à tout prix, impacte déjà cette fin d'année scolaire et la prochaine rentrée. Les consignes pleuvent de toute part et sur tous les dossiers.

Les collègues les plus fragiles, dont les AESH, seront les plus touchés.

En cette fin d'année, ces collègues font des demandes de changement de PIAL et/ou d'augmentation de leur nombre d'heures.

Ces deux types de demandes sont majoritairement motivées par la nécessité de moins dépenser ou de gagner plus pour améliorer leurs conditions de vie si précaires.

A l'UNSA Education, nous connaissons les difficultés de ces agents, ces demandes sont légitimes. Il n'est donc pas entendable qu'on leur réponde : « Il faut attendre la rentrée pour voir si le PIAL dont vous dépendez aura des besoins ou non. Les enveloppes sont vides, faites la demande mais... ».

L'UNSA Education souhaite revenir sur l'annonce de la création du lycée de Chaumont en Vexin.

Les enseignants ont pu exprimer leur étonnement voire leur colère et de premières réponses ont été maintenant apportées. Mais qu'en est-il des Aesh, des personnels administratifs, des agents territoriaux ? Ils ont eux aussi des craintes, des questions.

Ce CSA-SD aborde les ajustements de carte scolaire. Nous espérons que les échanges de ce jour permettront d'apporter des réponses concrètes aux situations encore incertaines afin que les équipes concernées puissent se projeter sereinement vers la rentrée.

Dans le document de travail envoyé en amont de ce CSA-SD, 11 écoles ou RPI ont des prévisions à plus de 26 de moyenne. Dans beaucoup d'entre elles, s'il n'y a pas de mesure annoncée, beaucoup de classes auront des effectifs au-delà de 28 et beaucoup de classes à 3 voir 4 niveaux.

L'UNSA Education demande la même équité départementale que celle appliquée en mars.

L'Unsa Éducation prend note de la création de 2 PAS dans notre département à la rentrée mais déplore que cela soit sans dotation supplémentaire du ministère. L'UNSA Education demande la création d'un groupe de travail permettant le suivi de cette mise en place puisque ces dispositifs seront très certainement déployés en plus grand nombre dans les prochaines années.

L'Unsa Education de l'Oise